

**LA CONSTRUCTION ET LA
DISSOLUTION : IMAGES
URBAINES EN ITALIE ENTRE
1917 ET 1943**

Ettore JANULARDO

Parmi les contributions les plus intéressantes à l'image politico-intellectuelle de la ville italienne du XX^{ème} siècle, il faut rappeler le numéro unique de la publication *La città futura*, parue à Turin avec la date du 11 février 1917. Ce journal de propagande, édité par la Fédération piémontaise des Jeunes Socialistes, fut entièrement rédigé par Antonio Gramsci (1891-1937), qui y inséra aussi des extraits de textes de Gaetano Salvemini (« Cosa è la cultura »), Benedetto Croce (« La religione ») et Armando Carlini (« Che cos'è la vita »)¹ L'intention de Gramsci est évidente. L'organisation des Jeunes Socialistes a un but « éducatif et formatif », mais elle doit également préparer l'avant-garde du Parti, « l'armée prolétarienne qui va à l'assaut de la vieille cité trempée et chancelante pour faire surgir sa propre cité de ces ruines »². D'où l'hommage aux capacités révolutionnaires de l'avant-garde italienne :

« Les futuristes [...] ont détruit, détruit, détruit sans se soucier de savoir si ce qu'ils venaient de créer était, en fin de compte, plus valable que ce qu'ils avaient détruit [...] Ils ont eu la conception claire et nette que notre époque, l'époque de la grande industrie, de la grande ville ouvrière, de la vie intense et tumultueuse, devait avoir de nouvelles formes d'art, de philosophie, de mœurs, de langage : ils ont eu cette conception clairement révolutionnaire et indubitablement marxiste [...] »³.

Si « [...] la ville est l'espace d'un combat continu entre des forces antagonistes, et elle illustre, par la variété même de son architecture, l'éternelle lutte des classes »⁴, chez Gramsci cette position idéologique se charge de connotations symboliques reprenant l'imaginaire de la ville historique et de la métropole novatrice d'origine futuriste :

« Je hais les indifférents. [...] Ceux qui ne sont que des *hommes*, les étrangers à la ville, n'ont pas le droit d'exister. Qui vit véritablement ne peut qu'être citoyen⁵ et prendre parti [...] L'indifférence, c'est le poids mort de l'histoire [...] c'est le marécage clôturant la vieille cité et la défendant mieux que les murailles les plus solides [...] »⁶.

Et Gramsci de continuer, avec une perspective de la ville qui peut se traduire en termes architecturaux et urbanistiques, en expliquant le sens qu'il attribue au titre de sa revue politique :

« Je suis partisan, je vis, je sens déjà palpiter, dans les consciences viriles de mon parti, l'activité de la ville future que nous sommes en train de construire »⁷.

Cette analyse peut donner lieu à une dichotomie ville/campagne à la signification politique évidente :

« D'un côté, le prolétariat au sens strict du mot, c'est-à-dire les ouvriers de l'industrie et de l'agriculture industrialisée; de l'autre, les paysans pauvres : voilà les deux ailes de l'armée révolutionnaire. Les ouvriers de la ville sont révolutionnaires par formation : ils le sont devenus par le développement de la conscience et la formation de leur personne dans l'usine, la cellule de l'exploitation du travail ; les ouvriers de la ville se tournent vers l'usine comme vers l'endroit où il faut commencer leur libération [...] Au cours de l'insurrection citadine, les ouvriers sont destinés à être en même temps l'élément extrême et ordonnateur,

¹ Voici les titres des textes écrits par Gramsci : « Tre principii, tre ordini » ; « Indifferenti » ; « Disciplina e libertà » ; « Analfabetismo » ; « La disciplina » ; « Due inviti alla meditazione » ; « Margini » ; « Modello e realtà » ; « Il movimento giovanile socialista » ; « La città futura »

² *La città futura*, dans la revue *Il grido del popolo*, n° 655, 11 février 1917, et dans le quotidien *Avanti !*, année XXI, n° 43, 12 février 1917, avec le titre *Un numero unico dei giovani*

³ Gramsci, dans la revue *L'Ordine nuovo*, n. 1, 1921

⁴ Roudaut, 1990

⁵ Le mot italien « cittadino » correspond à « citoyen » et à « citadin ». Gramsci l'emploie d'abord dans le sens général et « étatique » du terme, mais dès le paragraphe suivant, il glisse vers l'autre signification, en utilisant l'image de la vieille cité protégée par ses murailles : on dirait que Gramsci représente ici une cité-état

⁶ Gramsci, « Indifferenti », *La città futura*, 11 février 1917

⁷ *Ibid*

celui qui, ne permettant pas l'arrêt de la machine mise en branle, lui fera suivre la bonne route [...] »⁸.

Les mots de Gramsci peuvent être complétés par d'autres réflexions, parues quelques années plus tard dans *L'Ordine Nuovo* :

« Considérons Turin : ville industrielle par excellence [...] Le fait qui domine toute la vie des prolétaires turinois est le travail, et il s'agit là du travail accompli selon les lois de la production industrielle la plus avancée [...]

Et c'est dans l'usine que l'exploitation capitaliste est immédiatement perçue comme quelque chose de réel, même par le paysan le plus timide et le plus ignorant de la vie moderne et des principes théoriques de la lutte économique [...]

Descendu en ville de la campagne, l'ouvrier qui n'avait entendu que le verbe du prêtre, qui n'avait jamais conçu dans son esprit d'horizons plus vastes que ceux visibles du clocher de son village [...] cet ouvrier a été amené à réfléchir sur une quantité de faits qui lui étaient auparavant inconnus [...] il a été amené à prendre part à des formes de vie collective qu'on pourrait idéalement concevoir tellement étendues qu'elles pourraient comprendre toute l'humanité [...]

Ainsi, faut-il toujours avoir à l'esprit une chose essentielle : en ville, la formation des consciences socialistes est un produit quasi nécessaire de la vie économique qui se déroule parmi nous, et à laquelle nous participons. [...]

Observons maintenant comment se passent les choses en Romagne⁹ [...] À Cesena on parvient au socialisme par sentiment et par tradition politique. L'idée socialiste est l'une des grandes idées qui ont dominé et qui dominent la vie politique [...]

Mais, attention, le socialisme des gens de Romagne ne se fonde pas sur une rigide distinction des classes : voilà pourquoi c'est un fait politique plutôt qu'économique. On poursuit l'idée socialiste [...] mais on vit dans un milieu où la lutte des classes ne s'impose pas ... comme une indéniable nécessité de la vie moderne.

C'est spécialement le cas des villes. De grandes agglomérations de masses industrielles et prolétariennes y sont présentes, mais il y a encore prédominance du vieux système de l'artisanat »¹⁰.

Dans les pages de Jacchia, la confrontation entre le Piémont industriel et la Romagne de l'artisanat est significative : en confirmant la lecture politique de l'espace urbain opérée par Gramsci, l'on fournit une des clés d'interprétation du contexte socio-économique italien aux alentours de 1920. Et les considérations de Gramsci témoignent d'une vision claire du contexte métropolitain turinois, où la réalité industrielle tend à structurer la ville et les mentalités au profit de la moderne efficacité productive. Le message de Gramsci est culturel avant même d'être politique : c'est une perspective national-populaire se fondant sur l'aristocratie ouvrière de la ville industrielle, cosmopolite et ouverte.

1919 est à considérer comme un moment décisif de l'histoire italienne du XXe siècle dans le domaine de l'image urbaine aussi. Le 23 avril, un mois après la fondation milanaise des « Faisceaux de combat », le Président du Conseil italien Vittorio Emanuele Orlando (1860-1952) quitte la Conférence de paix de Paris, en signe de protestation contre le refus des Alliés - et notamment du président américain Thomas Woodrow Wilson - de ratifier les promesses d'agrandissement territorial faites à la délégation italienne lors du Traité de

⁸ Gramsci, 1963

⁹ Région d'origine de Mussolini. De Felice, 2001, souligne que l'extraction romagnole et rurale du Duce ne peut pas être considérée dans une acception géographiquement déterministe, mais plutôt à l'intérieur d'une culture locale marquée par la rébellion et par l'absence de grandes masses ouvrières. Les considérations de Jacchia, et la confrontation avec les réflexions de Gramsci sur l'industrie dans la grande ville, confirment le fondement historico-culturel du ruralisme de Mussolini

¹⁰ Jacchia, 1963

Londres en 1915. En juin 1919, Orlando démissionne, remplacé par Francesco Saverio Nitti (1868-1953).

Le 12 septembre 1919, Gabriele D'Annunzio (1863-1938) et ses « légionnaires » - des volontaires et des militaires n'obéissant plus au gouvernement légitime - occupent par un coup de force la ville de Fiume (Rijeka), jusqu'alors gérée par une commission interalliée. Cette action, renouvelant l'atmosphère belliciste de mai 1915 et causant de lourdes retombées internationales pour le gouvernement italien jusqu'à son épilogue à Noël 1920, fait d'une ville le haut lieu symbolique de la passation des pouvoirs entre un État qu'on considère délégitimé et des groupuscules extrémistes et violents : c'est la préfiguration de la marche sur Rome.

En septembre 1920, D'Annunzio promulgue la « Carta del Carnaro », une charte constitutionnelle de la ville de Fiume « et des autres territoires de l'Adriatique désireux d'en suivre le destin ». Dans la prémissesignée par l'anarcho-syndicaliste Alceste De Ambris (1874-1934), on peut lire :

« Le Peuple de la Ville Libre de Fiume, au nom de ses franchises séculaires et du droit inaliénable à l'autodétermination, confirme à nouveau de vouloir faire partie de l'État Italien, par le moyen d'un acte explicite d'annexion ; mais puisque l'abus d'autrui lui interdit pour le moment de réaliser cette volonté légitime, [Le Peuple de la Ville Libre de Fiume] décide de se donner une Constitution pour le système politique et administratif du Territoire (Ville, Port, District) »¹¹.

Le retour au gouvernement, en 1920, de l'octogénaire Giovanni Giolitti (1842-1928) ne peut résoudre la situation. Bien que promoteur du premier décollage industriel italien d'avant-guerre, ses liens avec la grande bourgeoisie italienne ne sont pas organiques, surtout maintenant que ces groupes capitalistes paraissent tentés d'appuyer la politique violente des fascistes.

La faillite de cette stratégie se croise avec l'explosion et l'anéantissement des luttes ouvrières dans les milieux urbains en fin d'été de 1920. Dès septembre, d'abord pour des raisons salariales, avec des motivations politiques ensuite, on commence l'occupation d'environ trois cents usines des villes industrielles (Turin, Milan, Gênes). En l'absence du soutien des socialistes maximalistes aux grèves politiques et à la gestion « soviétique » des usines, les ouvriers restent abandonnés à eux-mêmes, ignorés par les paysans de l'Italie centrale et méridionale, tandis que Giolitti évite la répression violente. À la mi-septembre, l'agitation prolétarienne para-révolutionnaire s'essouffle.

À la suite de l'effondrement de cette perspective révolutionnaire, l'aile gauche du Parti socialiste accuse la Direction d'incapacité à exploiter les protestations de septembre 1920 et organise la scission : lors du XVIIe Congrès socialiste, en janvier 1921 à Livourne, on donne naissance au Parti communiste.

En croyant profiter de l'affaiblissement des socialistes après avoir résolu l'affaire de Fiume, Giolitti opte pour la dissolution anticipée de la Chambre. Les élections de mai 1921 ne le confortent pas¹² : déçu par ces résultats électoraux, Giolitti démissionne. Les deux derniers ministères de l'État libéral italien avant la conquête mussolinienne du pouvoir, celui d'Ivanoe Bonomi (juillet 1921-février 1922) et celui de Luigi Facta (février-octobre 1922), ne parviennent pas à endiguer la violence fasciste et à préserver l'ordre constitutionnel.

¹¹ De Felice observe : « même s'il s'était improvisé 'commandant' et 'législateur', D'Annunzio n'était pas un politicien. Chercher une logique politique dans son comportement et dans son action est absurde et déroutant : toute l'entreprise de Fiume ne fut pour lui qu'une grande et enthousiasmante aventure, menée sous l'impulsion de réactions morales et de stimulus, de suggestions extérieures ressenties d'une manière très personnelle et extrêmement personnaliste » (cf. De Felice, 2001, *op. cit.*)

¹² Le Parti socialiste obtient 123 sièges ; le Parti populaire, 107 sièges ; la majorité des sièges (275) revient aux « Blocchi nazionali » - proposés par Giolitti et réunissant les différentes tendances libérales - à l'intérieur desquels s'insèrent les fascistes, qui obtiennent 35 sièges

D'une manière inversement proportionnelle à l'essoufflement des luttes ouvrières dans les villes industrielles du Nord, vers la fin de 1920 les *squadre* fascistes d'action organisent des violences systématiques, débutant dans les campagnes et investissant progressivement les centres urbains.

● Construction et dissolution : les villes et la capitale

La perception de Gramsci de la fonction éducative du contexte urbain nous paraît symétriquement opposée à la vision mussolinienne de la ville. À l'époque de la Première Guerre mondiale, les deux idéologues sont conscients de la valeur révolutionnaire d'une formation politico-culturelle dans un centre industriel, que ce soit le Turin de Gramsci ou le Milan de Mussolini. Tout en gardant ce point de départ commun, héritage du militantisme à l'intérieur du Parti socialiste, la propagande de Gramsci vise à transformer la ville dans le laboratoire de la révolution prolétarienne ; tandis que Mussolini, une fois le pouvoir conquis, veut contourner le danger révolutionnaire des luttes ouvrières en choisissant l'option rurale : les plans d'aménagement des villes ne seraient alors que la partie urbaine - à gérer en termes de travaux publics et d'espacement du centre historique - des plans de l'assainissement intégral du pays, que l'on préfère voir en tant que terre à labourer.

Mais ce même « plan national », envisagé dans le « Discours de l'Ascension » du 26 mai 1927, va se réduire à une dimension concrète beaucoup plus limitée : l'assainissement de la plaine au Sud de Rome - déjà envisagé par les gouvernements de l'État libéral italien - et la construction des villes pontines pour combler ce que Mussolini appelle le « vide entre Rome et Naples ». D'autres interventions exprimeront la logique traditionnelle de l'expansion quantitative : en décourageant l'immigration dans les grandes villes et en favorisant la croissance des petits centres urbains, ces derniers peuvent représenter pour Mussolini la seule garantie durable d'arrêt de l'urbanisation des ruraux.

La conquête fasciste du pouvoir se nourrit et veut se servir du mythe de Rome. La « ville éternelle », berceau du classicisme latin et de l'empire méditerranéen, est le point de repère de l'idéologie et de la propagande de Mussolini. Mais la formation et la substance génératrice du Duce restent rurales, liées à la culture de son origine romagnole. Ses choix politiques se révèlent ainsi anti-urbains, négateurs de cet esprit métropolitain et industriel identifié par la réflexion social-communiste de Gramsci et présent dans les textes et les images futuristes.

Mussolini montre quelles sont les motivations idéologiques et démographiques de sa politique dans un article publié dans la revue *Gerarchia* en septembre 1928¹³.

Le titre de l'article - « Il numero come forza » - ne souligne que l'aspect quantitatif de l'accroissement démographique. Il s'avère plus intéressant de suivre le développement de la pensée mussolinienne. En reprenant les thèses de l'Allemand Korherr, le Duce veut insister sur le danger suscité par la diminution des naissances : c'est à celle-ci qu'il faut imputer le déclin et la mort des peuples, et il existe un nom capable de résumer toutes les étapes de ce processus mortel pour les nations : « urbanisme ou métropolisme », comme souligné dans le texte.

Dans l'article de Mussolini, la ville qui s'est accrue d'une manière « pathologique » - en attirant des masses paysannes - devient une métropole « stérile », coupable de rendre « désertique » la campagne avoisinante : « ni ses commerces ni ses industries ni ses océans de pierres et de béton armé ne peuvent rétablir l'équilibre perdu d'une façon irréparable : c'est la catastrophe »¹⁴. Seules les villes capables d'augmenter leur population autochtone sans avoir

¹³ Publié également comme préface à l'édition italienne de l'essai polémique de l'Allemand R. Korherr, *Regresso delle nascite : morte dei popoli*, 1937

¹⁴ Cf. Susmel-Susmel, 1957, vol. XXIII

recours aux immigrations paysannes¹⁵ auraient le droit et le devoir civique, « moral » et fasciste de s'agrandir.

Le cataclysme envisagé par Mussolini ne se limiterait pas à la relation de la ville-métropole à la campagne désertique. Il s'étendrait à la confrontation internationale entre les États occidentaux de « race blanche » et les races « de couleur », « lesquelles se multiplient avec un rythme inconnu à la nôtre »¹⁶.

Face à une situation urbanistique et démographique ne cessant de l'agacer au cours des années Vingt et Trente, la guerre reste la dernière carte à jouer de la part de Mussolini. À la suite d'une victoire, il pourrait définitivement dessiner le territoire italien et colonial en proposant à nouveau le schéma impérial romain : la ville éternelle, siège de l'Empire et de la primauté papale, régissant sur les « provinces » italiennes et « d'outre-mer », sans qu'il n'y ait ni confrontation ni dialectique entre les métropoles industrielles et les campagnes les entourant. Empêcher la transformation des paysans en habitants des villes, que ce soit des chômeurs ou - ce qui est pire aux yeux de Mussolini - des ouvriers, interdire la métamorphose d'une composite population rurale en classe ouvrière, c'est-à-dire dans le noyau de l'opposition socialiste et communiste : tel est le but de la réaction conservatrice du régime. Car Mussolini connaît bien la force révolutionnaire des agglomérations urbaines : de par sa formation de militant socialiste, mais aussi pour avoir assimilé à sa guise l'hymne aux métropoles de l'avant-garde futuriste. Et il se souvient de la fondation des « Faisceaux de combat » dans le Milan trouble du premier après-guerre.

Dans *Sfollare le città* publié par Mussolini le 22 novembre 1928¹⁷, on propose d'emblée des « conclusions anti-urbanistiques » : il faut « empêcher l'immigration dans les villes, les décongestionner impitoyablement ». Mussolini regrette qu'au cours des six dernières années - correspondant aux débuts du régime et aux premières initiatives concrètes dans la gestion du territoire - on ait gaspillé¹⁸ des dizaines de milliards de liras : « en un clin d'œil, des villes entières ont été créées ».

En examinant l'évolution démographique des principales villes italiennes, Mussolini constate qu'il y a de l'équilibre, ou bien un solde négatif, entre naissances et morts dans presque toutes les situations prises en considération¹⁹ : il ne faudrait donc pas construire beaucoup d'habitations pour suivre le rythme naturel d'accroissement démographique. Mais « le problème change immédiatement d'aspect » dès que l'on examine l'accroissement « pathologique » des villes à la suite de l'immigration de la campagne²⁰. Il s'agirait là d'un « terrible cercle vicieux » qui ne mènerait qu'à des « villes monstrueuses ». Face à cette situation, Mussolini dicte ses priorités : il faut « faciliter par tous les moyens et, si nécessaire, par des moyens coercitifs, l'exode des centres urbains ; rendre difficile par tous les moyens et, si nécessaire, par des moyens coercitifs, l'exode rural [...] Pour ce qui est de l'industrie du bâtiment, il y a des millions de maisons rurales inhabitables, à démolir et à refaire, ce qui est compris dans les plans de l'assainissement intégral »²¹.

¹⁵ L'immigration étrangère n'étant pas à l'ordre du jour dans l'Italie fasciste, elle n'est pas prise en considération. Mais les lignes suivantes de l'article mussolinien jettent un regard fuyant et « panoramique » sur le « déclin » occidental face aux plus nombreuses populations non blanches

¹⁶ Cf. Susmel-Susmel, 1957

¹⁷ *Il Popolo d'Italia*, n. 278, cf. Susmel-Susmel, 1957

¹⁸ Le verbe italien employé est significatif : « pétrifié »

¹⁹ Les chiffres présentés dans la première partie de l'article sont les suivants : Naples : +5238 habitants ; Rome : +4772 ; Milan : +1139 ; Venise : +984 ; Gênes : +65 ; Florence : +5 ; Turin : -156 ; Bologne : -219

²⁰ Les chiffres de l'immigration présentés dans l'article sont les suivants : Turin : +25301 habitants ; Rome : +12320 ; Milan : +9250 ; Naples : +8167 ; Bologne : +5527 ; Gênes : +5302 ; Florence : +1935 ; Venise : +819

²¹ *Il Popolo d'Italia*, n. 278, cf. Susmel-Susmel, 1957

Pour avoir une confirmation de l'importance capitale attribuée à ce sujet par Mussolini, il suffit de lire ces quelques lignes parues deux jours plus tard dans *Il Tevere* de Rome²² :

« Tout le monde a voulu être citoyen de la ville moderne aux tentacules gigantesques, la cellule du nouveau paradis terrestre. Ainsi sont-elles nées toutes les erreurs dont nous nous plaignons aujourd'hui, des erreurs littéraires et politiques, sociales et morales, contre lesquelles le fascisme est obligé à faire la guerre.

Ce matin la ville tentaculaire tremble sous l'ardeur de la parole de Mussolini comme par un mouvement tellurique : c'est une autre erreur qu'on élimine par la vertu d'une volonté corrective héroïque ».

Mussolini ne se limite pas aux proclamations publiques : des lois sont votées pour bloquer l'émigration italienne à l'étranger²³, sans toutefois créer de perspectives internes de travail. L'exode paysan vers les villes va donc continuer, justement à cause de l'impossibilité de l'émigration extérieure. En 1926, un Comité permanent pour les migrations internes est fondé auprès du Ministère des Travaux publics : ses pouvoirs de contrôle sur les mouvements des masses prolétariennes sont accrus en 1931.

Tout au long des années Trente, le fascisme cherche donc à endiguer l'urbanisation des populations des campagnes. Mais les résultats ne sont pas à la hauteur des attentes, puisqu'il s'avère nécessaire, en 1939, d'approuver une norme plus sévère. L'article 1er de la Loi n. 1092, du 6 juillet 1939, ordonne :

« Nul ne peut transférer sa propre résidence dans une commune chef-lieu de province ou dans une autre commune avec population dépassant les 25.000 habitants, ou dans une commune de grande importance industrielle - même avec population inférieure -, s'il ne peut pas attester qu'il y est obligé par sa fonction, par son emploi, par sa profession [...] ou par d'autres raisons motivées, à condition qu'il s'assure préventivement des moyens de subsistance adéquats »²⁴.

Dans son discours du 3 novembre 1928, s'adressant aux « Paysans d'Italie » à la veille de la célébration de la victoire dans la Grande Guerre, Mussolini définit une dichotomie entre les ouvriers des usines occupées par les militants socialistes et les paysans dans les tranchées de la guerre :

« [...] ce n'est pas sans signification que vous êtes convoqués à Rome le 3 novembre, à la veille du dixième anniversaire de cette victoire dûe avant tout à l'effort des paysans d'Italie, qui n'occupaient pas les usines mais les tranchées »²⁵.

Mussolini poursuit son allocution en exposant les lignes « philosophiques » du régime :

« J'ai voulu que l'agriculture se situe au premier rang de l'économie nationale [...] : les peuples qui abandonnent la terre sont condamnés à la décadence [...] »²⁶.

Et tout en se référant à la naissance officielle à Milan des « Faisceaux de combat », le Duce évite soigneusement de faire la distinction entre les soldats-paysans du premier conflit mondial et les violences fascistes des ex-combattants dans les milieux ruraux du Nord de l'Italie :

« s'il est vrai que le fascisme est né dans une ville, il est également vrai que s'il n'avait eu, dans l'infanterie rurale, sa puissante et disciplinée armée combattante, le fascisme n'aurait jamais renversé la vieille Italie et enterré le vieux régime »²⁷.

²² « Tramonto della città tentacolare », in *Il Tevere*, n. 280, 24 novembre 1928, cf. Susmel-Susmel, 1957

²³ Entre 1931 et 1936, l'émigration nette passe de 58.130 à 8.950 unités (cf. Brunetti, 1978)

²⁴ Cf. Brunetti, *idem*

²⁵ Cf. Susmel-Susmel, 1957

²⁶ *Ibid.*, p. 247

²⁷ *Ibid.*

La parabole du fascisme traverse la dimension urbaine - essentielle pour le contrôle du pays - au nom d'une mystification. Pour Mussolini, le mythe hors du temps de Rome et de l'empire a la fonction d'obscurcir le dynamisme et les tensions socio-politiques des villes industrielles du présent. Les lieux urbains italiens n'auraient ainsi d'autres perspectives que de se conformer à l'archétype des « provinces » italiennes sous la domination romaine. La renaissance de l'empire « romain » sous l'égide fasciste, dans l'année décisive de 1936, ne peut se fonder que sur la domination d'une ville-mythe : par l'instrument des *bâtiments* du régime (tribunaux, bureaux de poste, gares, sièges du pouvoir politique), la capitale du fascisme serait alors appelée à récupérer le rôle monumental et représentatif du classicisme impérial tout en évitant de se transformer en ville moderne, industrielle, productive.

Cette dérive mussolinienne dans sa vision du destin éternel de Rome - glissement rendu possible par la formation culturelle hétérogène du chef du fascisme - est favorisée par le sentiment d'invulnérable toute-puissance affligeant le Duce après la conquête de l'Éthiopie. Mais cette mythographie impériale avait pour but de dessiner ce qui nous paraît une *anti-ville*, une ville imaginaire qui devait s'imposer sur l'Italie des métropoles productives et des transformations dialectiques et socio-économiques. Ce sera la modernité inéluctable du second conflit mondial qui se chargera d'effacer ce mythe romanisant et rural à la fois, en plongeant définitivement l'Italie face aux contraintes de l'ère industrielle.

Lisons ce qu'écrivit sur Rome le Mussolini socialiste et révolutionnaire dans un article paru en 1910²⁸ :

« Rome, ville parasitaire de logeurs, de cireurs de chaussures, de prostituées, de prêtres et de bureaucrates, Rome - ville sans prolétariat digne de ce nom - n'est pas le centre de la vie politique nationale, mais plutôt le centre et le foyer d'infection de la vie politique nationale ».

Si la vie économique de la capitale semblait se passer d'un véritable prolétariat ouvrier, cette absence avait été considérée comme avantageuse depuis plusieurs décennies. En 1876, au cours d'un débat parlementaire six ans après le rattachement de la ville papale à l'État italien, l'un des représentants de la Droite, Quintino Sella, avait déclaré :

« Je verrais un véritable problème dans l'agglomération excessive d'ouvriers à Rome, car je crois qu'il s'agit d'un lieu où il faut débattre beaucoup de questions demandant à être examinées sous l'aspect intellectuel [...] mais il ne serait pas opportun d'y avoir les ardeurs populaires de grandes masses ouvrières »²⁹.

Revenons à Mussolini. Son ton par rapport aux activités économiques à Rome change en 1924. Du balcon du Palais Chigi, le Président du Conseil, en passe de transformer sa conquête de la capitale en régime contrôlant la nation entière, déclare :

« Rome travaille [...] il ne s'agit pas de la capitale d'un petit royaume d'antiquaires »³⁰.

Et, en 1931, Mussolini souligne la troisième position romaine - après Milan et Turin - dans le domaine de la petite et de la moyenne industrie, en glorifiant ainsi une image multiple de la capitale : ville de l'histoire, du pouvoir spirituel, du pouvoir politique et de la vie économique. Il suffira de revêtir ce tissu urbain, historique et mythique à la fois, d'un visage architectural à la hauteur des ambitions éternelles du fascisme : c'est la tâche réservée aux créateurs invités à modeler l'urbanisme romain entre 1936 (proclamation de l'Empire) et 1942 (année choisie pour l'Exposition universelle de Rome).

La plus récente interprétation de Mussolini de la « ville éternelle » se traduit en projet politico-urbanistique. Coordonné par l'architecte Marcello Piacentini (1881-1960), un plan

²⁸ Mussolini, « Il giornalismo della capitale », dans la revue *Lotta di classe*, 17 septembre 1910, cf. Ciucci, 1989

²⁹ Cf. Ciucci, *ibid.* Dans les mots de Sella on perçoit l'écho des « ardeurs populaires » lors de la Commune parisienne de 1871

³⁰ *Ibid*

d'aménagement est approuvé en 1931. La gloire et la puissance du passé impérial romain sont revendiquées en tant que patrimoine national redécouvert par la « révolution fasciste ». Mais, derrière le dessin de cette image définie de Rome, caractérisée par quatre secteurs urbains différents :

- les édifices du pouvoir,
- les quartiers aux pavillons,
- les quartiers aux bâtiments subventionnés par l'État,
- les bâtiments populaires dans les zones semi-périphériques de la ville,

on laisse la possibilité d'avoir recours à plusieurs dérogations dans le domaine de la construction immobilière. Symboles des quartiers de la grande bourgeoisie, les pavillons étaient déjà possibles après la variante de 1920 au Règlement des bâtiments, permettant d'augmenter la hauteur et les dimensions générales de ces immeubles. Dans les années Trente, ces pavillons vont offrir une grande occasion de travail aux architectes « modernes »³¹.

La transformation architecturale de Rome est donc le fruit d'une confrontation non aboutie entre plusieurs aspects différents du fascisme :

- évocation de la tradition classique, mais aussi image d'une prétendue *révolution* ;
- mythe de la civilisation classique (*pax romana* et « mission civilisatrice » en Méditerranée), conjuguée à l'exaltation mystique de la violence qui avait caractérisé les *squadre* fascistes d'action, entre 1919 et 1922 ;
- respect de ce que l'on appelle des « valeurs impériales », mais aussi gestion pragmatique, et riche de compromis au jour le jour, d'une bureaucratie marquée par une forte et conservatrice sous-culture gouvernementale et ministérielle.

C'est à l'intérieur de ces dichotomies, et en profitant de l'absence d'un véritable capitalisme industriel, que Piacentini et les architectes romains ont la possibilité d'hériter d'un rôle prioritaire et de se partager les commandes du pouvoir.

Face à l'interprétation de Mussolini de la capitale italienne en tant que réservoir des mythes du passé et des pulsions bellicistes pour l'avenir, la guerre et ses destructions sont le véritable accomplissement d'un itinéraire de dissolution que le remodelage fasciste des villes n'a fait que commencer. Et cette déclaration de Mussolini du 2 décembre 1943, citant son discours de cinq ans auparavant, témoigne d'un projet anti-urbain, anti-ouvrier, anti-socialiste qui semble se réaliser avec ce qu'on pourrait définir la « solution finale » de l'évacuation des villes bombardées par les Anglo-américains dans les années de la Seconde Guerre mondiale :

« En 1938, il y a cinq ans, j'avais dit : "N'attendez pas la dernière heure. Commencez à vous disperser dans nos belles campagnes." Il faut évacuer les villes, surtout de la part des femmes et des enfants. Tous ceux qui peuvent s'installer loin des centres urbains industriels ont le devoir de s'y rendre. Il faut ensuite organiser les exodes semi-définitifs ou du soir, de sorte qu'il ne reste la nuit dans les villes que les combattants, c'est-à-dire ceux qui ont l'obligation civique et morale d'y rester ³²».

● Histoire, images littéraires, suggestions figuratives

Avec la réduction des métropoles au rang de tranchées pour militaires et combattants, c'est l'idée même de la ville qui disparaît en passant par celle de « cité » fortifiée³³. Les tensions et les ambiguïtés des années précédentes, les contrastes sur le nouveau visage des

³¹ Cf. Ciucci. Cf. également les pages du conte de Moravia *L'Architetto*, 1937, sur un jeune architecte romain se consacrant à la construction d'un pavillon pour un couple bizarre et libertin

³² Déclaration de Mussolini à la radio, d'après les Archives de l' « Istituto Luce », Rome

³³ Sur le rapport des ténèbres au lieu urbain, qui « n'est une ville que la nuit », cf. Pavese, *Le pilote malade*, in *La trilogie des machines*, édit. française Mille et une nuits, 1998

lieux urbains, sur la « nécessaire » signification impériale des nouveaux bâtiments, des nouveaux quartiers, des villes nouvelles, trouvent leur débouché le plus dramatique, mais pas le moins logique, dans la participation fasciste au conflit mondial.

Le régime fasciste transforme progressivement l'impulsion architecturale, créatrice et métropolitaine d'origine futuriste, en politique contre l'immigration dans les centres urbains, en même temps qu'en reflet rhétorique et symbolique de la construction d'un régime dictatorial. Les « démolitions » salubres postulées par l'architecte futuriste Antonio Sant'Elia (1888-1916) au nom de la modernité dynamique seront exécutées par Piacentini dans les quartiers médiévaux de Rome, pour ouvrir la *Via della Conciliazione*, l'avenue du pouvoir entre la ville du Duce et celle du Pape³⁴. Dans la zone « intermédiaire » aménagée, résultat des démolitions opérées d'une partie de l'antique quartier du Borgo, la spéculation peut travailler pour donner des habitations et des bureaux aux employés et aux fonctionnaires de l'État, des services publics et de l'appareil ecclésiastique.

Les immeubles démolis entrent dans le répertoire figuratif - subtilement éversif par rapport aux indications fascistes - de Mario Mafai (1902-1965), les représentant comme la coupe saignante d'une « ville ouverte » (cf. image 1). Comme s'il n'y avait plus d'individualité possible - ni biographique, à cause des bâtiments éventrés et démolis, ni urbaine ou historique, de par la disparition des vestiges du passé sous la pioche des chantiers du fascisme - la ville se présente nue sous les regards de ses habitants, effacés devant un spectacle qui est la répétition générale d'un urbanisme totalitaire.

La politique du fascisme oscille donc entre la perspective de « décongestionner les villes » et les interventions massives dans les grandes aires urbaines. En favorisant l'urbanisation dans la région des marais asséchés du Latium, on crée des lieux urbains au développement significatif : Littoria (aujourd'hui Latina), Pontinia, Sabaudia ; tandis que, dans les villes principales, le visage « romain » et hiérarchique du régime doit compléter et justifier l'œuvre d'assainissement. La ville devient alors, sous le régime fasciste, le carrefour d'un débat qui ne peut qu'être global : politique, urbanistique et « mythologique », parce que touchant les origines mêmes de cette idéologie qui se veut totalitaire. Bien qu'apparemment contradictoires, ces deux types d'action - création de villes nouvelles et décongestionnement des centres urbains majeurs - ne font que répondre aux mêmes visions composites et hétéroclites du fascisme mussolinien, superposant le souvenir confus de la civilisation romaine à la réalité plate de la *praxis* dans une complexe société urbaine et industrielle. Et cet ensemble de perspectives différentes se relie à une perception de l'acte de fondation - des villes nouvelles, de l'État, de l'Empire, de l'Esprit humain - en tant que cérémonie rituelle. Dans cette possible fonction rituelle de la fondation - plus évoquée que précisée par le fascisme - se dessine la volonté que le lieu à urbaniser n'exprime pas seulement une *fonction* utilitaire de l'espace fini mais une *représentation* concrète de l'infini rendu perceptible par la volonté politique du régime : bien plus que son importance réelle, c'est l'acception symbolique de la construction qui est mise en valeur dans les discours officiels.

À l'intérieur de cette perspective, les architectes et les fonctionnaires du fascisme recherchent l'effet et le rôle monumentaux des bâtiments représentatifs, lesquels se doivent de proposer une beauté et une finalité exemplaires par rapport aux constructions quotidiennes. Mais ces dernières aussi, dans la logique de l'édification d'un espace symbolico-politique, peuvent aspirer à la célébration « moderne » d'un passé qui veut devenir la porte d'un futur éternel et totalitaire.

Ce processus de mise en valeur de la représentation - et donc de l'image du régime - est censé trouver son apothéose lors du vingtième anniversaire de la « révolution fasciste », en

³⁴ Assunto, 1984, cite Max Horkheimer et Theodor Adorno - « le progrès culturel se transforme dans son opposé » - à propos de l'éphémère capacité futuriste de donner naissance à des images de beauté métropolitaine, rendue par la suite impossible par ces mêmes machines dont les futuristes avaient vanté la valeur esthétique

coïncidence avec l'Exposition universelle prévue à Rome en 1942 (cf. image 3). Moment devant célébrer l'« éternelle force » du régime mussolinien - et la définitive affirmation d'un style impérial appelé à le glorifier dans l'architecture, finalement choisie par le fascisme en tant que *regina artium* -, l'Exposition inaccomplie marque en réalité la fin de la construction mythique fasciste sous le poids d'une réalité historique faite de guerre et de destructions : le rêve d'édification, dépourvu d'une base socio-économique solide, se fait porteur de dissolution et se transforme en réalité de destruction. Cette conscience d'une catastrophe destructive est exprimée par des pages ultérieures de Carlo Emilio Gadda (1893-1973), capables de transmettre l'atmosphère de grotesque tragédie enveloppant l'Italie démolie par la dictature et la guerre :

« Par l'interdiction de tout à tous, la brigade de malfaiteurs s'est à elle-même garanti toutes les commodités et la plus grande sûreté dans ses menées illicites, contre des bandes concurrentes éventuelles ; pareille à qui crée une réserve de chasse et de cueillette à sa convenance, sans crainte et sans péril ; et ses adeptes de montrer les crocs et de gronder, de dormir benoîtement ou de s'asseoir pour jouer en pure perte quand tel fut leur bon plaisir ; et frapper de la matraque ou de l'estoc, de fusiller, déporter, baver et coasser dans les harangues et délirer dans les journaux ; et le premier Gardien des destinées de braire vingt-trois durant du haut de ses balcons, d'emplacer la campagne pelée de vains marbres et de ciments futiles [...] les arcs de triomphe anticipés à l'aveuglette, chaque espoir de triomphe se soldant par l'assurance d'une catastrophe »³⁵.

Le domaine littéraire ne participant que d'une manière indirecte à la définition de l'image politico-idéologique de la ville italienne de l'entre-deux-guerres, ses réflexions nous paraissent plus générales par rapport aux observations techniques proposées par le monde de la peinture et de l'architecture, mais elles sont porteuses d'un regard moins compromis avec la politique du régime - efficace et sarcastique dans les mots de Gadda - et donc historiquement révélateur de l'importance sociale du sujet considéré.

La ville de la littérature italienne garde d'abord des connotations traditionnelles et paisibles. Les quelques citations narratives des années Vingt nous rendent l'aspect « typique » des villes italiennes, souvent petites réalités urbaines de la province toscane ou méridionale. Dans *Uno, nessuno e centomila*, le dernier roman de Luigi Pirandello (1867-1936), l'allégorie contre le lieu urbain et la « construction » - au double sens d'édification architecturale et de limitation sociale de la liberté de l'esprit - se solde par un voyage dans la folie du protagoniste : bien qu'hypocrite et étouffant, le contexte urbain revêt son rôle d'ancrage social pour l'homme qui risquerait de se perdre dans une sorte de nihilisme. Chez des Toscans comme Federigo Tozzi (1883-1920) ou Lorenzo Viani (1882-1936), la petite ville peut être le symbole d'un équilibre intérieur désiré mais jamais véritablement atteint, tandis que la métropole parisienne - où Viani se rend en voyage de formation - se charge de significations négatives et destructives inconnues à la province italienne dont on rêve dans ces pages. La réalité urbaine, pourvu qu'elle se cantonne dans des dimensions compréhensibles, mesurables et traditionnelles, est non seulement tolérable, mais presque le seul endroit permettant une vie communautaire acceptable, sans laquelle la folie et la mort frappent l'homme dans son isolement.

La ville des années Trente paraît perdre cette dimension provinciale et encore rassurante. Dans la décennie où le revenu national italien du secteur industriel dépasse celui de l'agriculture, le roman fait de la grande ville le lieu de l'indifférence et du sordide. Rome dans l'œuvre d'Alberto Moravia (1907-1990), et Naples chez Carlo Bernari (1909-1992), offrent des représentations urbaines où les quartiers bourgeois reflètent les conquêtes

³⁵ Gadda, *Eros e Priapo : da furore a cenere*. Roman-essai commencé en 1945-46, il n'est publié en volume qu'en 1967 : sans jamais citer le terme « fascisme », sans nommer Mussolini, Gadda interprète cette époque de l'histoire italienne comme la phase du déchaînement d'un *Éros* sauvage au détriment du *Logos*

provisoires de ces années, où la périphérie ouvrière napolitaine se montre avec le teint sombre des tableaux de Mario Sironi (1885-1961) : son œuvre partage avec l'expérience futuriste la perception d'un espace urbain central dans la civilisation contemporaine, mais produit des images qui renversent l'enthousiasme des premières années du siècle ; par ces « tableaux milanais » (cf. image 2), Sironi nous livre ainsi sa métonymie de la ville, où la périphérie est le paysage urbain par excellence.

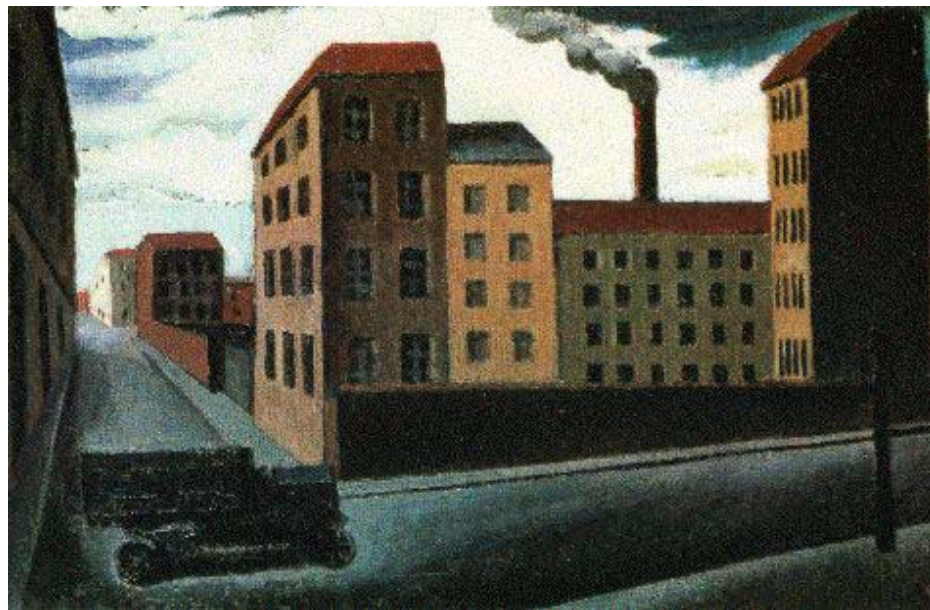
Les pluies fréquentes et poussiéreuses des pages narratives des années Trente marquent le compte à rebours de la défaite d'un régime paraissant déjà préparer le couvre-feu de la guerre : rues désertes, sans passants, ou au contraire fréquentées par une foule dont on ignore les intentions ; bâtiments modernes et tramways mal éclairés ; drapeaux du gouvernement et absence de dialectique sociale.

Mais prend forme le désir littéraire d'un ailleurs, *plus* urbain et moins contrôlé - comme New York dans *America primo amore* de Mario Soldati (1906-1999) - ou *moins* urbain, ouvert, archétype, opposé aux marbres du régime, comme chez Elio Vittorini (1908-69). Les images d'une réalité urbaine différente, vue par les yeux « provinciaux » de Cesare Pavese (1908-1950), ou les scènes intemporelles décrites par Vittorini, nous offrent la possibilité d'une approche narrative à d'autres perspectives, comme le mythe des États-Unis qui commencent à intéresser les jeunes auteurs italiens sous le fascisme. Dans cette image d'une nation « jeune » et vigoureuse - vue par les yeux naïfs ou décadents des auteurs italiens -, dans cette allégorie d'une société américaine libre, démocratique, ouverte, il y a le reflet d'une conception idéale de la cité sociale, utopique et renversée par rapport aux mythes fascistes d'une communauté sous l'emprise de la hiérarchie dictatoriale. Mais il y a également le désir d'un nouveau réalisme, la volonté d'approcher d'autres aspects de la vie : le dynamisme, les contrastes, les excès, les luttes de l'existence. La valeur politique de cette perspective anti-autarcique n'échappe pas au régime, dont la critique est prête à démythifier le monde américain, qui est le véritable objet de convoitise de ce regard littéraire trop libre. C'est alors que les thèmes de la « conversation » et du voyage, dans *Conversazione in Sicilia* de Vittorini, expriment d'une manière allusive la « non-espérance » et « les fureurs abstraites » qui parsèment l'espace de la vie : dans ces pages, la pluie hivernale tombe ainsi sur des jours et des journaux sans héroïsme et sans espoir, dans la perception confuse de massacres militaires et de liens humains égarés qu'il faut dépasser. Par la médiation d'un voyage en Sicile menant à la recherche de racines humaines solidaires, ces atmosphères perdent leurs caractéristiques réelles pour donner naissance à un organisme symbolique s'éloignant des regards policiers, vers un lieu énigmatique et non-urbain où l'on ne peut que « dire sans déclarer ».

Défaite par la guerre, la vision urbaine fasciste et autarcique, para-archéologique et totalitaire, se fait enfin submerger par d'autres conflits, d'autres espoirs, d'autres mythes.



1. M. Mafai, *Demolizioni di Via Giulia*, 1936



2. M. Sironi, *Paesaggio urbano con camion*, 1920



3. Affiche pour l'Exposition Universelle E42, 1942

Références bibliographiques

- Assunto R., *La città di Anfione e la città di Prometeo. Idea e poetiche della città*, Jaca Book, Milano, 1984
- Barilli R. (sous la direction de) *Annitrenta - Arte e Cultura in Italia*, Mazzotta, Milano, 1982
- Benevolo L., *Le origini dell'urbanistica moderna*, Laterza, Roma-Bari 1968 et 1978
- Brunetti F., *Profilo storico dell'urbanistica moderna*, Cedam, Padova, 1978, p. 93
- Ciucci G., *Gli architetti e il fascismo : architettura e città 1922-1944*, Einaudi, Torino, 1989, 79
- De Felice R., *Mussolini 1883-1925*, 4 CD-Rom, Mondadori, Milano, 2001
- Gadda C. E., *Eros e Priapo : da furore a cenere*, Milano, Garzanti, 1967
- Gramsci A., «La città futura», in *L'Ordine Nuovo (1919-1920)*, Einaudi, Torino, 1963, pp. 349-353
- Jacchia A., «Piemonte e Romagna», in *L'Ordine Nuovo (1919-1920)*, Einaudi, Torino, 1963, p. 393
- Janulardo E., «La "grande vitesse" dans les contes de Cesare Pavese», dans la revue *Recherches Régionales - Alpes-Maritimes*, n. 182, Nice, 2006, pp. 79-84.
- Roudaut J., *Les Villes imaginaires dans la littérature française*, Hatier, Paris, 1990, p. 53
- Salvatorelli L. - Mira G., *Storia d'Italia nel periodo fascista*, Mondadori, Milano, 1969 et 1972
- Susmel E.-Susmel D., *Opera omnia di Benito Mussolini*, Firenze, 1957, vol. XXIII, p.210, pp. 246-247, pp. 256-258
- Vercelloni V., *La Cité idéale en Occident*, (1994), édit. française Editions du Félin, Paris, 1996
- Zevi B., *Contro storia e storia dell'architettura in Italia*, Newton & Compton, Roma, 1996.